



Les grands titres:

- ENTRETIEN : un secouriste raconte ses efforts pour sauver des vies au Népal après le séisme
- Iran : des experts de l'ONU dénoncent une forte augmentation des exécutions
- Burundi : la flambée de violence provoque un afflux de réfugiés dans les pays voisins, selon le HCR
- La FAO se félicite de l'attention accordée par le G20 à la réduction du gaspillage alimentaire
- Ban Ki-moon en Ukraine pour commémorer le 70ème anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale
- Maurice : une experte de l'ONU appelle à prendre des mesures concrètes pour protéger les personnes âgées

ENTRETIEN : un secouriste raconte ses efforts pour sauver des vies au Népal après le séisme



8 mai - Alors que les équipes internationales de secours ont commencé à quitter le Népal suite à la décision du gouvernement de mettre fin aux recherches de survivants, Dewey Perks, un secouriste américain déployé à Katmandou après le tremblement de terre, a raconté au Centre d'actualités de l'ONU son expérience sur le terrain, notamment marquée par le sauvetage d'un adolescent népalais.

Ce jour-là, après quatre heures de travail acharné, l'équipe de M. Perks et la police népalaise sont parvenues à sauver un garçon de 15 ans qui était resté coincé à l'intérieur d'un trou dans un bâtiment.

« Deux de nos unités sur le terrain sont arrivées à croisement dans le secteur qui leur était assigné, et elles ont constaté que des équipements lourds étaient utilisés [par la police népalaise] afin de raser un immeuble », a décrit M. Perks par téléphone.

Cette procédure, a-t-il expliqué, est généralement utilisée pour sécuriser un périmètre et récupérer les corps des défunts.

« Soudain, leurs chiens ont été alertés par l'odeur humaine », a-t-il dit.

L'équipe de M. Perks a ensuite travaillé en collaboration avec la police locale, afin de pénétrer à l'intérieur du bâtiment.

« La situation était réellement intense », a-t-il dit. « Nous devons veiller à ne pas provoquer l'effondrement de tout l'immeuble ».

En fin de compte, l'opération de sauvetage s'est soldée par un succès, et l'adolescent a pu être immédiatement hospitalisé.

M. Perks est membre de l'Agence gouvernementale des Etats-Unis pour le développement international (USAID), au sein de laquelle il coordonne les équipes américaines de secours déployées à l'étranger lors de catastrophes.



Bien que M. Perks travaille pour le gouvernement américain, il considère l'activité de son agence comme s'inscrivant dans le cadre d'un effort international plus large, coordonné par le Groupe consultatif international de la recherche et du sauvetage (INSARAG), un réseau de plus de 90 pays dédié aux opérations de sauvetage en milieu urbain auquel l'USAID participe activement.

En raison de la forte probabilité d'un tremblement de terre au Népal, l'INSARAG se préparait à intervenir dans le pays bien avant que la catastrophe du mois dernier ne survienne.

« Dans le cas d'un tremblement de terre majeur, nous savions qu'il serait très difficile de parvenir à rentrer dans le pays et qu'il serait également très difficile d'opérer une fois sur place », a précisé M. Perks.

Interrogé sur les circonstances de son déploiement à Katmandou, ce dernier a en effet souligné les difficultés d'accès que lui et équipe ont dû surmonter suite à l'annonce du tremblement de terre.

« Nous avons passé la plupart de la journée [samedi 25 avril], comme tout le monde, à la recherche d'avions pour nous transporter sur place. Nous savions qu'il y avait un tout petit aéroport [à Katmandou] et qu'il était fermé au début de la catastrophe », a-t-il indiqué.

En fin de compte, l'USAID a utilisé un avion militaire américain, qui a besoin de beaucoup moins d'espace que les avions civils au décollage et à l'atterrissage, afin de se rendre dans la capitale népalaise mardi matin, trois jours après la catastrophe.

M. Perks et son équipe ont ensuite établi leur base d'opération dans une zone de Katmandou recommandée par l'ambassade des États-Unis, en utilisant les informations fournies par l'INSARAG et l'Equipe des Nations Unies pour l'évaluation et la coordination en cas de catastrophe (UNDAC), tous deux déjà sur le terrain, afin de réaliser une première évaluation de l'ampleur des dégâts.

« Bien qu'il s'agisse d'un tremblement de terre majeur, les dommages n'étaient pas aussi graves que nous l'avions anticipé, ce qui est une très bonne nouvelle pour le Népal », a-t-il noté. « Malgré tout, de nombreuses infrastructures s'étaient effondrées et nous savions que nos collègues [népalais] auraient besoin de notre aide pour porter secours aux survivants ».

Dans la réalisation quotidienne des opérations de sauvetage, M. Perks et l'ensemble des équipes internationales de secours rassemblées au sein de l'INSARAG comptaient principalement sur le système des Nations Unies.

« Nous opérons sur place sous l'égide d'OCHA [Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires] », a-t-il précisé, ajoutant qu'il se rendait deux fois par jour au Centre local de coordination des opérations d'OCHA, « une fois pour la répartition des tâches entre [équipes internationales] et une seconde fois pour signaler nos progrès réalisés dans l'accomplissement de ces tâches ».

Selon ce système, Katmandou a été rapidement divisée en secteurs, chacun d'entre eux affecté à une équipe internationale, alors que parallèlement le gouvernement du Népal déterminait les zones prioritaires en fonction du nombre d'habitants, du type de bâtiments et des chances de survie.

« Nous utilisons l'UNDAC comme agent de liaison avec le gouvernement népalais », a expliqué M. Perks, soulignant l'importance de la coordination des Nations Unies sur le terrain.

« Au lieu d'avoir 76 équipes tentant de se coordonner directement avec le



gouvernement local, l'UNDAC travaille en étroite collaboration avec les autorités locales pour que leurs priorités soient ensuite transmises aux équipes de secours », a-t-il expliqué.

Selon M. Perks, dont le rapatriement aux Etats-Unis est imminent, la situation est désormais stabilisée au Népal, ce qui explique pourquoi le gouvernement du pays, avec l'appui de toutes les agences étrangères impliquées, a décidé de mettre un terme aux opérations de secours.

Revenant sur le sauvetage de l'adolescent népalais durant son déploiement, M. Perks a remarqué qu'il était emblématique de la façon dont devait se dérouler une opération internationale de secours.

« C'était un très bon exemple de coopération dans l'esprit 'international', où les autorités locales étaient au commandes et nous avons été en mesure de leur fournir des outils pour rentrer dans le bâtiment », a-t-il dit.

Burundi : la flambée de violence provoque un afflux de réfugiés dans les pays voisins, selon le HCR



8 mai - La flambée de violence pré-électorale au Burundi a entraîné la fuite de plus de 50.000 personnes vers les pays voisins depuis le mois dernier et menace de remettre en cause les avancées prometteuses du processus de réconciliation dans le pays, a déploré vendredi un porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR).

« Beaucoup d'entre eux ont déjà traversé la frontière avec le Rwanda (25.004), mais au cours de la dernière semaine, nous avons également observé une forte augmentation des demandeurs d'asile en Tanzanie (17.696), après que le pays a récemment levé les restrictions relatives à l'entrée de réfugiés », a déclaré Adrian Edwards lors d'un point de presse à Genève.

« En outre, près de 8.000 personnes ont traversé la frontière vers la province du Sud-Kivu en République démocratique du Congo », a ajouté le porte-parole, précisant que la majorité de ces réfugiés sont des femmes et des enfants, la plupart non accompagnés.

M. Edwards est ensuite revenu sur les solutions efficaces mise en œuvre depuis la fin de la guerre civile au Burundi en 2005 pour améliorer le sort de plusieurs milliers de personnes préalablement déplacées par plus de dix ans de conflit. Au nombre d'entre elles figure notamment l'établissement d'un des programmes de retour volontaire des réfugiés les plus vastes et ambitieux du monde, en partenariat avec le HCR, pour aider le pays à réintégrer près d'un demi-million de personnes dans la société.

La Tanzanie voisine qui avait accueilli un grand nombre de réfugiés burundais fuyant la guerre civile, a par ailleurs offert la citoyenneté à environ 200.000 réfugiés et à leurs descendants au cours des dernières années, soit le plus grand nombre de réfugiés jamais intégré localement par un pays d'accueil.

Cependant, la vague de morts violentes, d'arrestations arbitraires et d'intimidation dont a été le cadre le Burundi ces derniers mois menace de revenir sur ces avancées, a averti le porte-parole.

Après la décision du parti au pouvoir, le Conseil national pour la défense de la démocratie-forces pour la défense de la démocratie (CNDD-FDD), d'investir le président sortant Pierre Nkurunziza comme candidat à l'élection présidentielle qui aura lieu dans le pays le 26 juin prochain, l'opposition burundaise, estimant qu'une troisième candidature de M. Nkurunziza est anticonstitutionnelle, a en effet appelé à manifester contre cette nomination, provoquant une vague de violence et de

répression de la part des autorités contre les manifestants.

M. Edwards a notamment mentionné les témoignages de réfugiés burundais au Rwanda faisant état de harcèlements et d'intimidations perpétrés par les Imbonerakure, la branche jeunesse du parti au pouvoir.

« Beaucoup de gens ont connu des difficultés en essayant de quitter le Burundi. Plusieurs femmes ont signalé des menaces de viol par des hommes armés, et avoir été soudoyés en chemin », a-t-il ajouté, précisant que le HCR, avec l'aide du gouvernement du Rwanda, transférait désormais les réfugiés vers un nouveau camp, à Mahama, capable d'accueillir jusqu'à 60.000 réfugiés.

Des inquiétudes similaires concernant l'évolution de la crise politique au Burundi en crise humanitaire ont également été exprimées vendredi par une porte-parole du Programme alimentaire mondial (PAM).

Dans un point de presse à Genève, Elisabeth Byrs a notamment déclaré qu'un quart des enfants qui arrivent dans le camp de transit de Mahama souffrent de malnutrition.

Le HCR comme le PAM tentent actuellement de porter assistance aux réfugiés, malgré le manque de fonds disponibles.

De son côté, le Conseil de sécurité de l'ONU a tenu des consultations à huis clos vendredi pour discuter de la situation au Burundi.

Ban Ki-moon en Ukraine pour commémorer le 70ème anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale



8 mai - Au lendemain de sa participation à une cérémonie en Pologne commémorant le 70ème anniversaire de la fin de la Seconde Guerre mondiale, le Secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, était présent vendredi à une commémoration organisée par l'Ukraine, avant de se rendre à celle prévue en Russie ce weekend.

« L'Ukraine a fait d'immenses sacrifices, sacrifices que le monde ne doit pas oublier et n'oubliera jamais », a déclaré M. Ban lors de cette cérémonie à Kiev avec le Président ukrainien Petro Porochenko.

Le chef de l'ONU s'est dit attristé de venir en Ukraine à un moment où le pays doit affronter un conflit dans l'est de son territoire, où près de 7.000 personnes ont perdu la vie.

« Les Nations Unies sont solidaires du peuple d'Ukraine. Je suis ici pour réaffirmer mon soutien à un règlement pacifique du conflit, d'une manière qui respecte la souveraineté de l'Ukraine, son intégrité territoriale et son indépendance », a-t-il déclaré, rappelant que l'Ukraine était un des membres fondateurs des Nations Unies.

Jeudi, à Gdansk, en Pologne, le chef de l'ONU avait également participé à une commémoration de la fin de la Seconde Guerre mondiale.

Lors d'une table ronde avec des chefs d'Etat et de gouvernement, il avait rappelé l'importance particulière de cet anniversaire pour les Nations Unies. « Notre Organisation a été fondée sur les cendres de cette guerre calamiteuse qui a tué des millions d'êtres humains », a-t-il souligné.

Iran : des experts de l'ONU dénoncent une forte augmentation

des exécutions



Le Rapporteur spécial sur la situation des droits de l'homme en Iran, Ahmed Shaheed. Photo ONU/Jean-Marc Ferré

8 mai - Les Rapporteurs spéciaux des Nations Unies sur la situation des droits de l'homme en Iran, Ahmed Shaheed, et sur les exécutions extrajudiciaires, Christof Heyns, ont condamné vendredi la forte augmentation des exécutions en Iran au cours des dernières semaines.

Dans de nombreux cas, les exécutions n'ont pas été signalées par des sources officielles et les noms des prisonniers n'ont pas été publiés, ont-ils souligné dans un communiqué de presse.

« Lorsque le gouvernement iranien refuse même de reconnaître l'ampleur des exécutions qui ont eu lieu, il montre un mépris total envers la dignité humaine et le droit international des droits humains », a souligné M. Shaheed.

Entre le 9 et 26 avril, 98 prisonniers auraient été exécutés, soit une moyenne de plus de six par jour. Ceci porte le nombre total d'exécutions depuis le 1er janvier 2015 à plus de 340, dont au moins six prisonniers politiques et sept femmes.

« Nous sommes alarmés par l'augmentation récente du nombre d'exécutions, qui a eu lieu en dépit de sérieuses questions sur le caractère équitable des procès », a noté M. Heyns. « Beaucoup de prisonniers exécutés pendant cette période ont été accusés d'infractions liées à la drogue, qui ne concernent pas un homicide intentionnel et donc ne répondent pas au critère de 'crimes les plus graves' ».

Les deux experts indépendants ont noté les informations faisant état d'exécutions qui ont lieu en public. « Les exécutions mises en scène en public ont un effet déshumanisant sur la victime et les témoins de l'exécution, renforçant la nature déjà cruelle, inhumaine et dégradante de la peine de mort », ont-ils souligné.

Les Rapporteurs spéciaux ont exhorté le gouvernement iranien à tenir compte des appels de l'ONU à arrêter toutes les exécutions et à instaurer un moratoire sur la peine de mort, en vue d'abolir totalement cette pratique.

La FAO se félicite de l'attention accordée par le G20 à la réduction du gaspillage alimentaire



8 mai - Le Directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), José Graziano da Silva, s'est félicité vendredi des initiatives annoncées par les pays du G20 pour réduire les pertes et le gaspillage alimentaires.

S'adressant aux ministres de l'agriculture du G20 réunis à Istanbul, M. Graziano da Silva a aussi applaudi à l'engagement des ministres de répondre aux besoins mondiaux en matière de sécurité alimentaire et de nutrition grâce à des systèmes alimentaires capables à la fois d'utiliser les ressources naturelles de manière plus efficace, de contribuer à la lutte contre les changements climatiques et d'être économiquement sains et socialement plus inclusifs.

Les ministres de l'agriculture du G20 se sont engagés à répondre aux besoins de sécurité alimentaire et de nutrition d'une population mondiale qui devrait atteindre neuf milliards en 2050. La FAO estime que pour nourrir tout ce monde, l'approvisionnement alimentaire mondial doit augmenter de 60%.

En outre, les ministres ont convenu de renforcer les activités du Système d'information sur les marchés agricoles (AMIS). Il s'agit d'une plate-forme inter-agences gérée par la FAO et établie par le G20 en 2011 pour améliorer la transparence des marchés alimentaires et encourager la coordination de l'action politique en réponse à l'incertitude sur les marchés.

On estime qu'à l'échelle mondiale, le tiers des aliments produits pour la consommation humaine est perdu ou gaspillé, ce qui équivaut à environ 1,3 milliard de tonnes par an. La nourriture est perdue quand elle est renversée ou lorsqu'elle se gâte avant d'atteindre le stade final ou stade de détail, et elle est gaspillée quand elle n'est pas consommée car ou bien on la laisse se gâter ou bien elle est mise au rebut par les détaillants ou les consommateurs.

Environ 800 millions de personnes dans le monde souffrent encore de la faim et la malnutrition reste répandue : quelque 2 milliards de personnes souffrent de carences en micronutriments tandis que l'obésité est en augmentation, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire.

La FAO a rappelé que les membres du G20 (19 pays et l'Union européenne) ont un impact mondial sur la sécurité alimentaire et la nutrition à travers leurs pratiques commerciales, leurs politiques et leurs choix en matière d'investissements.

Maurice : une experte de l'ONU appelle à prendre des mesures concrètes pour protéger les personnes âgées



8 mai - L'Experte Indépendante des Nations Unies chargée de promouvoir l'exercice par les personnes âgées de tous les droits de l'homme, Rosa Kornfeld-Matte, a félicité vendredi le gouvernement mauricien pour ses efforts afin que les personnes âgées puissent pleinement jouir de leurs droits humains, soulignant néanmoins la nécessité pour les autorités de « faire de la détection de la maltraitance et de l'application des lois une priorité ».

« L'engagement ferme des autorités à accorder la priorité aux personnes âgées doit se traduire en actes », a déclaré Mme Kornfeld-Matte à l'issue de sa première visite officielle dans ce pays. « Leur situation ne peut pas être considérée de façon isolée, puisqu'elle est le reflet de formes existantes de discrimination, de marginalisation et d'exclusion sociale qui doivent être abordées ».

Maurice a une population d'environ 1,2 million d'habitants dont environ 13% ont 60 ans et plus. Ce chiffre devrait augmenter jusqu'à 30% d'ici 2050. « En termes de vieillissement de la société, Maurice est confrontée à des défis très similaires à ceux des pays développés », a noté l'Experte Indépendante.

L'Experte des droits de l'homme a noté que Maurice, étant le premier pays africain à avoir élaboré une politique nationale sur le vieillissement, « dispose d'un cadre juridique, institutionnel et politique remarquable concernant les personnes âgées et a pris un certain nombre de mesures louables ces dernières années pour protéger les personnes âgées ».

« Cependant, la prévalence de la maltraitance contre les personnes âgées indique que l'action normative ne suffit pas et que d'autres mesures sont nécessaires pour détecter, signaler et prévenir toutes les formes d'abus contre les personnes âgées dans les institutions de soins et dans le cadre familial », a-t-elle souligné.

Les structures traditionnelles de soins, telles que la famille élargie, subissent des changements radicaux à Maurice alors que le nombre de personnes âgées dépendantes augmente. Cela affecte gravement les mécanismes de soins, la situation du logement ainsi que le système de soins de santé. « Bien qu'il y ait eu une augmentation des maisons de soins ces dernières années pour accueillir les personnes âgées en dehors de la famille, la qualité des soins doit être assurée dans tous les cas », a expliqué Mme Kornfeld-Matte.

« J'exhorte le gouvernement à mettre en place, de manière prioritaire, un mécanisme de surveillance et un cadre d'inspection. Les inspections doivent être effectuées sur une base régulière et comprendre des visites annoncées et inattendues pour assurer la protection des personnes âgées contre les mauvais traitements physiques et sexuels et la négligence », a souligné l'Experte Indépendante.

« Il y a aussi un besoin urgent de logements abordables, accessibles et sans obstacle pour les personnes âgées afin de réduire leurs niveaux de dépendance et de proposer d'autres options de logement », a-t-elle ajouté.

Au cours de sa visite de 10 jours dans le pays, Mme Kornfeld-Matte a visité Port Louis ainsi que l'île Rodrigues et a rencontré diverses autorités gouvernementales, des organisations non-gouvernementales et d'autres personnes travaillant sur les droits des personnes âgées, ainsi que des personnes âgées elles-mêmes.

Un rapport détaillé sur ses conclusions et recommandations sera présenté au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies en Septembre de cette année.